

**Intervention de Paul Gérin-Lajoie lors d'un
colloque sur Haïti
À l'École Polytechnique de Montréal**

5 mars 2010

À la suite de la dernière tragédie que vient de subir le peuple haïtien, tragédie qui s'ajoute à une situation antérieure déjà fort inquiétante, je tiens d'abord au nom de la Fondation PGL et en mon nom personnel, à redire publiquement toute notre solidarité avec les femmes, les enfants et les hommes d'Haïti et ceux de la diaspora. Je tiens à saluer leur courage et leur résilience devant autant d'adversité.

Dans cette reconstruction d'Haïti, je crois nécessaire de rappeler deux priorités auxquelles nous devrions tenir absolument pour assurer une reconstruction nationale vraiment durable :

- La priorité donnée **à l'éducation** dans les budgets de reconstruction.
- Et, dans le processus de reconstruction, priorité donnée à la **participation active** du peuple haïtien.

Ces deux priorités sont complémentaires, car on ne peut appeler une communauté à participer sans lui donner la capacité de le faire à court et à long terme.

Parlons d'abord de la priorité à l'éducation, ce qui n'exclut pas une égale priorité à la santé. Cela ne

veut pas dire non plus de délaissé les projets de reconstruction des infrastructures, mais de revoir la manière de le faire pour produire une «**reconstruction apprenante**». Je m'explique. Il faut d'abord s'assurer que dans les budgets de reconstruction une place importante soit faite à l'éducation des jeunes, et de TOUS les jeunes, contrairement à ce qu'on a connu jusqu'à présent dans ce pays où un jeune sur deux n'a pas encore accès à la scolarisation. Partout une mobilisation sera nécessaire pour assurer à TOUS les jeunes une place dans les écoles de la reconstruction nationale, tel que le garantit la Constitution du pays. Partout une mobilisation s'impose pour former un personnel

enseignant suffisant et, en attendant, avoir le **soutien** temporaire de la diaspora.

Or, la situation n'est pas la même partout au pays. D'abord, dans les villes, dans les petites villes et villages refuges maintenant surpeuplés, il faudra éviter une surpopulation scolaire avec des salles de classes regroupant 50-60 ou même 90 enfants. Pour cela, on peut, comme en Afrique, adopter la formule éprouvée de la double vacation (un groupe le matin et un autre groupe l'après-midi). Mais à cela une composante nouvelle s'impose qui fera toute la différence. La demi-journée hors salle de classe sera alors consacrée au travail communautaire productif: soit les jardins communautaires, soit le reboisement

ou toute autre priorité concrète de la communauté locale. Cette expérience extrascolaire, s'inspirant de l'« éducation active », viendra donnée à l'éducation formelle le complément communautaire qu'elle se doit d'avoir dans ce contexte de reconstruction nationale.

Dans les villes, petites villes et villages, dévastés par le tremblement de terre, là où les écoles se sont écroulées, on ne peut attendre la reconstruction des bâtiments pour redémarrer l'éducation de base et l'étendre à tous. Il faut penser des espaces provisoires, démarrer dès que possible l'enseignement et y convier, je le répète, tous les jeunes, y compris les jeunes filles et garçons qui en étaient exclus avant les événements. Là aussi, il serait *éducativement*

important d'inclure dans le **programme** d'enseignement le travail communautaire productif : contribution au nettoyage, jardins communautaires, reboisement, etc. Il faudra concevoir une approche semblable pour l'agglomération de Port-au-Prince, mais adaptée au contexte.

Ainsi les jeunes apprendront non seulement à compter, mais aussi à compter sur la solidarité. Ils apprendront non seulement à écrire dans leur cahier, mais aussi à écrire concrètement l'histoire d'une communauté qui se prend en main.

Deuxième aspect de cette priorité à l'éducation : la formation professionnelle et technique des jeunes hors-école et des adultes. Il faut bien sûr reconstruire

physiquement les zones dévastées, mais tout est dans la façon dont cela se fera. Pour cela, je reprends avec une insistance particulière la suggestion que je faisais dans un point de presse le 24 janvier dernier – donc douze jours après le séisme – suggestion à l’effet que deux pourcent (2%) des budgets de reconstruction des routes, ponts et bâtiments soit versé dans un fonds spécial protégé de formation professionnelle des adultes et des jeunes hors école – dans les ateliers d’artisans par exemple. Ainsi, au terme, nous aurons non seulement des ponts et des bâtiments, mais aussi une communauté nationale en mesure de poursuivre son développement de manière endogène. N’oublions pas non plus les universités et le besoin

d'une coopération vraiment réciproque avec les universités québécoises.

Quant à la priorité donnée à la participation du peuple haïtien, permettez-moi trois remarques. Cette reconstruction massive n'aura de sens, d'efficacité et d'effet à long terme que si elle est conçue et réalisée avec la participation active des femmes et hommes du pays et ceux de sa diaspora, d'où le rôle-clé des ONG nationales et internationales. Cette reconstruction ne doit pas être la *bonanza* de multinationales et de consultants internationaux avec les salaires extravagants qu'on leur connaît, trop généralement, mais plutôt l'occasion d'une

reconstruction intégrale, participative et, de ce fait, durable. Les «salaires de coopération» me semblent tellement plus appropriés pour le modèle de reconstruction que nous voulons tous ici implanter.

Haïti a droit, dans ce malheur qui le frappe, à cette chance historique.

Priorité donc **à l'éducation** et **à la participation** parce que la façon dont va se faire la reconstruction est aussi sinon plus importante pour l'avenir d'Haïti, que la reconstruction même de ses infrastructures matérielles.

Éducation participative et **participation active**: telles sont à mon avis les deux composantes essentielles d'une vraie reconstruction, c'est à dire

d'une **reconstruction apprenante**, ce que vous appelez très justement une **refondation**.